



*Au service  
des peuples  
et des nations*

**Gouvernement du Burkina Faso**

**Programme des Nations Unies pour le Développement**

**PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE  
DU PLAN NATIONAL DE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET  
SOCIAL (PNDES) 2017-2020**

**PLAN DE TRAVAIL 2020**

Décembre 2019

## PAGE DE SIGNATURE DU PLAN DE TRAVAIL 2020

### Résultats et produits attendus du projet

**Composante 1 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation**

**RA :** Les structures en charge de la planification des ministères, des institutions et les collectivités territoriales formulent des politiques publiques, projets et programmes pour la mise en œuvre du PNDES tenant compte des principes-clés de programmation

**P1 :** Des outils et des instruments sont développés pour améliorer la formulation des documents programmatiques

**P2 :** Les capacités techniques des acteurs des structures de planification sont renforcées pour améliorer la formulation des documents programmatiques

**Composante 2 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle**

**RA :** Les structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et programmes découlant du PNDES assument efficacement leurs rôles.

**P1 :** Le cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes sont renforcés

**P2 :** Des outils, des instruments de suivi et évaluation sont développés et les structures sont équipées pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation des politiques publiques

**P3 :** Les capacités techniques des structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques sont renforcées

**P4 :** La redevabilité des politiques publiques, des programmes et des projets est renforcée

**Composante 3 : Amélioration de la célérité, de la transparence et des respects des règles dans les processus et procédure de passation et d'exécution des marchés publics**

**RA :** Les structures en charge de la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes assument leurs fonctions avec célérité, de façon transparente et dans le respect des règles.

**P1 :** Les délais sont réduits et la transparence renforcée dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics

**P2 :** Les capacités des acteurs du circuit de la dépense publique sont renforcées

**Composante 4 :** Appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.

**RA :** L'Etat et les collectivités territoriales mobilisent les ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.

**P1 :** Les capacités de mobilisation des ressources internes sont renforcées

**P2 :** Les capacités de mobilisation et de gestion des ressources externes sont renforcées



**P3 :** Les capacités d'attrait de l'investissement privé sont améliorées

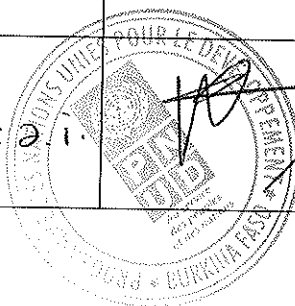
**Partenaires de réalisation :** Ministère de l'économie, des finances et du développement, Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et de la cohésion sociale, le Ministère du commerce de l'industrie et de l'artisanat, Premier Ministère, PNUD

**Autres partenaires clefs :** Direction générale de l'économie et de la planification, Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, Direction générale de la coopération, Autorité de régulation de la commande publique, Direction générale du budget, Direction générale des collectivités territoriales, Direction générale des douanes, Direction générale de développement territorial, Direction générale des études et des statistiques sectorielles du MINEFID, Direction générale des impôts, Direction générale des services informatiques, Direction générale du trésor et de la comptabilité publique, Direction des marchés publics, Directions Générales des Études et des Statistiques sectorielles des ministères.

Période couverte par le Programme : 2017-2020  
 Composante du CPD : Gouvernance  
 Titre du programme **Projet d'appui à la mise en œuvre du plan national de développement économique et social**  
 Numéro du programme :  
 Durée : **4 ans**

Budget estimatif sur une base de 12 mois : **656 984 200 F CFA (1 132 731 US \$)**  
 Ressources allouées :  
 - Gouvernement : 64 000 000 FCFA (110 345\$)  
 - Budget TRAC  
 Donateur PNUD : 592 984 200 (1 022 387)\$  
 Partie du budget non financée : 0 F CFA (0\$)

Approuvé au nom de :	Nom / Titre	Signature et date
MINEFID	SOME Seglaro Abel Secrétaire Général du MINEFID	 05/02/20
PNUD	Isabelle TSCHAN Représentante Résidente	 12/2/20



## Liste des sigles et abréviations

ARCOP	Autorité de régulation de la commande publique
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
CADDT	Commissions d'aménagement et de développement durable du territoire
CNPD	Commission Nationale de Planification du Développement
CIADDT	Comité interministériel d'aménagement et de développement durable du territoire
CIFE	Circuit Intégré de Financement extérieur
CPD	Country program document
DGB	Direction générale du budget
DGCMEF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	Direction générale de la coopération
DGCT	Direction générale des collectivités territoriales
DGD	Direction générale des douanes
DGDT	Direction générale de développement territorial
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction générale des impôts
DGSI	Direction générale des services informatiques
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DMP	Direction des marchés publics
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissements directs étrangers
LOADDT	Loi d'orientation en matière d'aménagement et de développement durable du territoire
MATD	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
MEF	Ministère de l'économie et des finances

MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PA-PNDES	Projet d'Appui à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social
PADEL	Programme d'appui au développement des économies locales
PCD	Plan communal de développement
PGA	Plateforme de Gestion de l'Aide
PIB	Produit intérieur brut
PM	Premier Ministère
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PNP-PC	Politique nationale de promotion des pôles de croissance et de compétitivité
PRD	Plan régional de développement
PTF	Partenaires techniques et financiers
RESINA	Réseau informatique de l'administration
RTA	Rapport trimestriel d'avancement
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SNADDT	Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire
SRADDT	Schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire
SNU	Système des Nations Unies
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UGP	Unité de gestion de projet
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement

## Données générales du projet d'appui au PNDES

### Codes du projet

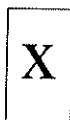
Intitulé exact du projet	Projet d'Appui à la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PA-PNDES)
Ministère de tutelle technique	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
Programme budgétaire de rattachement	Gestion macroéconomique et pilotage du développement
Code°PIP	<u>PM</u>
Code CIFE	<u>PM</u>
Code bailleur/Convention	<u>PM</u>

PIP : Programme d'Investissement Public

CIFE : Circuit Intégré de Financement Extérieur

### Catégorie de projet

Cat.1 Projet exécuté directement par l'administration publique y compris collectivités territoriales, les sociétés d'Etat, les Sociétés d'économie mixte et les établissements publics de l'Etat



Cat.2 : projet exécuté par une agence sur la base d'un contrat passé entre l'Etat et une agence d'exécution (PTF ou ONG, PPP)



### Références juridiques et données financières

Références arrêté portant création du projet		
Date de démarrage prévue du projet dans la convention de financement		Août 2017
Date de démarrage effective du projet		24 septembre 2018
Date de fin d'exécution du projet prévue dans la convention de financement		2020
Date de fin prévue suite à une prorogation (si le cas échéant, préciser la date de l'accord de prorogation)		-
Coût total du projet (en milliers de francs CFA)	Etat	712 000
	PNUD	7 125 000
	dont investissement	7 125 000 soit 91%

### Informations sur le Comité de revue

Références arrêté portant création du Comité de revue	Arrêté n°2018-348/MINEFID/SG/DGESS
Nombre de membres du Comité de revue	12
Nom du président du Comité de revue	Monsieur Seglaro Abel SOME, Secrétaire Général du MINEFID
Nombre de représentants des collectivités territoriales	
Nombre de représentants des établissements publics	0
Nombre de représentants des bénéficiaires	0
Membres observateurs	1

### Outils de gestion du projet

Le projet dispose-t-il d'un manuel de procédures administrative et comptable ?	Non	Le projet dispose-t-il d'un manuel de suivi-évaluation?	Non
Le projet dispose-t-il d'une comptabilité matières ?	Non	Si oui quelle est la périodicité des inventaires physiques ?	-
Le projet dispose-t-il d'un logiciel de comptabilité ?	Non	Si oui quel est le nom du logiciel ?	-

## INTRODUCTION

Malgré les avancées obtenues par les stratégies de développement précédentes, principalement la SCADD 2011-2015, il a été noté que leur mise en œuvre a été confrontée à nombre de problèmes notamment :

- la difficulté à formuler des politiques publiques, des projets et programmes de développement orientés vers des résultats et prenant en compte les principes-clés de programmation des Nations Unies (orientation vers les résultats, participation, inclusivité, vulnérabilité, genre, approche droits, humain, durabilité environnementale etc.) ;
- les difficultés de mise en œuvre desdits politiques publiques, projets et programmes non seulement en raison des problèmes relatifs à leur formulation, mais également aux goulots d'étranglements liés aux deux principales composantes de la mise en œuvre que sont la gestion financière (engagement, ordonnancement, liquidation et paiement) et les procédures de passation des marchés publics ;
- les difficultés de suivi des activités et des réalisations liées à la fois à la définition des livrables, à celles des critères de leur qualité, des calendriers de suivi, des rôles et des compétences des personnes en charge du suivi ;
- la mobilisation des ressources financières.

Conçu comme un accompagnement à la mise en œuvre du PNDES, ce projet vise à donner aux différents acteurs impliqués dans les processus ci-dessus mentionnés les capacités et les outils indispensables à la résolution desdits problèmes afin de faciliter l'atteinte des objectifs du PNDES.

Il concerne aussi bien les niveaux centraux et déconcentrés de l'administration que les collectivités territoriales décentralisées, la société civile, les partenaires au développement, le secteur privé et les populations d'une façon générale, soit en tant que acteurs, soit en tant que bénéficiaires.

### 1. PRESENTATION DES OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET/PROGRAMME

Le Projet d'appui à la mise en œuvre du PNDES vise les objectifs spécifiques suivants :

1. Accroître les capacités des structures et des acteurs en charge de la planification des ministères, des institutions et des collectivités afin de leur permettre de formuler des stratégies, des projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation<sup>1</sup>.
2. Accroître les capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation des politiques, projets et programmes pour qu'ils assument efficacement leurs rôles

---

<sup>1</sup> Appropriation nationale, gestion axée sur les résultats, approche basée sur les droits

3. Assurer la célérité, la transparence et le respect des règles dans le processus et dans les procédures de passation et d'exécution des marchés publics pour une mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques, des projets et programmes.
4. Appuyer l'Etat et les collectivités territoriales dans la mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.

## **2. PRESENTATION DES OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET/PROGRAMME**

Le présent projet est une contribution à la réalisation des objectifs du PNDES à travers la mise en place des conditions minimales pour l'atteinte desdits objectifs. Il repose sur les hypothèses que ces objectifs seraient rapidement atteints si les conditions suivantes sont remplies :

1. les politiques publiques, les projets et programmes découlant du PNDES sont bien formulés;
2. la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes fait l'objet d'un suivi et évaluation efficace ;
3. la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes est faite avec célérité et de façon transparente, en adressant efficacement les goulots d'étranglement liés à la fois à la passation des marchés et aux processus comptable et financier de la dépense ;
4. des ressources suffisantes sont mobilisées pour le financement de la réalisation des objectifs du PNDES.

Visant l'amélioration des conditions de vie des Burkinabé, le projet s'inscrit en droite ligne dans l'atteinte des ODD, en particulier l'ODD 17 « renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser » et contribue à l'atteinte des objectifs du PNDES, notamment la réalisation des objectifs de son axe 1 à savoir « réformer les institutions et moderniser l'administration ».

Le projet s'inscrit également dans la dynamique du résultat 1 du plan stratégique du PNUD (2018-2021) à savoir « Les plans de développement, les politiques, les partenariats et les investissements intègrent l'Agenda 2030 et les ODD ». De façon plus spécifique, le projet contribue à la réalisation des effets 1 et 10 du programme pays du PNUD qui sont respectivement « les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec le PNDES et les ODD y compris les défis démographiques » et « les capacités des structures nationales sont renforcées en vue d'assurer une mobilisation et une gestion efficiente de l'aide au développement ».

## **3. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET PRINCIPAUX OBJECTIFS 2020**

La mise en œuvre du PTA devrait contribuer à la réalisation des quatre résultats suivants :

- i. les structures en charge de la planification des ministères, des institutions et les collectivités territoriales formulent des politiques publiques, projets et programmes pour la mise en œuvre du PNDES tenant compte des principes-clés de programmation ;
- ii. les structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et programmes découlant du PNDES assument efficacement leurs rôles ;



**iii.** les structures de la dépense publique assument leurs fonctions avec célérité, la transparence et le respect des bonnes pratiques des procédures de passation et d'exécution des marchés public en vue d'une bonne exécution des politiques publiques, des programmes et des projets.

**iv.** l'Etat et les collectivités territoriales mobilisent les ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.

En matière de planification, de suivi et d'évaluation, des outils seront développés et les capacités des acteurs renforcés pour la prise en charge efficace de leurs attributions. Des rapports de suivi de politiques seront élaborés pour rendre compte au plan national et au plan international des efforts entrepris par le Burkina Faso par rapports à ses engagements.

Concernant, la question des marchés publics, des activités de renforcement des capacités des structures et des acteurs seront réalisées. Il s'agit de dotations en matériels informatique, des formations spécifiques et du renforcement du réseau informatique de l'administration.

Pour ce qui est de la mobilisation des ressources, des stratégies de promotions des investissements et du climat des affaires seront élaborées. Les acteurs et les structures verront leurs capacités renforcées à travers des dotations en matériels informatiques, des formations spécifiques et des études bien ciblées.

#### **4. PROCESSUS D'ELABORATION DU PLAN DE TRAVAIL 2019**

La coordination du projet a soumis un premier draft de Plan de travail 2019 au comité de revue du programme budgétaire Pilotage Macroéconomique et gestion lors de sa session tenue le 21 décembre 2018. Ce plan de travail était juste une compilation de l'ensemble des activités non réalisées du document de projet à la date d'élaboration du plan de travail. Après examen du draft de PTA, le comité de revue a donné des orientations pour la finalisation du rapport. A cet effet, il a été demandé aux structures de mise en œuvre du projet de proposer cinq activités classées par ordre de préférence. Sur cette base, une deuxième version du plan de travail a été proposée. Cette deuxième version du plan de travail doit faire l'objet ultérieurement d'une validation par l'ensemble des acteurs de mise en œuvre.

#### **5. PROGRAMMATION PHYSIQUE DES ACTIVITES ET DES RESULTATS**

##### **I. Contenu du plan de travail 2020**

La mise en œuvre du plan de travail devrait contribuer à la réalisation de quatre résultats que sont :

**i.** les structures en charge de la planification des ministères, des institutions et les collectivités territoriales formulent des politiques publiques, projets et programmes pour la mise en œuvre du PNDES tenant compte des principes-clés de programmation ;

**ii.** les structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et programmes découlant du PNDES assument efficacement leurs rôles ;

**iii.** les structures de la dépense publique assument leurs fonctions avec célérité, la transparence et le respect des bonnes pratiques des procédures de passation et d'exécution des marchés public en vue d'une bonne exécution des politiques publiques, des programmes et des projets.

iv. l'Etat et les collectivités territoriales mobilisent les ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.

**1.1. Les structures en charge de la planification des ministères, des institutions et les collectivités territoriales formulent des politiques publiques, projets et programmes pour la mise en œuvre du PNDES tenant compte des principes-clés de programmation**

Dans le cadre de la réalisation de ce résultat, les activités programmées devraient concourir à l'atteinte des produits suivants :

- des outils et des instruments sont développés pour améliorer la formulation des documents programmatiques ;
- les capacités techniques des acteurs des structures de planification sont renforcées pour améliorer la formulation des documents programmatiques.

**1.1.1. Des outils et des instruments sont développés pour améliorer la formulation des documents programmatiques**

La réalisation de ce produit a pour objectif d'améliorer fortement la formulation des politiques, des stratégies et des projets et programmes. Pour l'atteinte de cet objectif, il s'agira d'élaborer ou de relire les référentiels (guides, manuels et normes) de formulation de politiques publiques, des projets et programmes de développement.

Les activités programmées pour 2020 sont :

- 1) Editer le guide méthodologique d'articulation entre les pôles de croissance et de compétitivité, les politiques sectorielles et les plans locaux de développement;
- 2) Elaborer le Plan Stratégique Institutionnel de la DGEP ;
- 3) Elaborer des grilles de contrôle de qualité de la formulation des politiques ;
- 4) Elaborer un guide méthodologique de conduite des études prospectives ;
- 5) Elaborer un guide de bonnes pratiques de gestion de projets et programmes ;
- 6) Evaluer le financement du développement au Burkina Faso ;
- 7) Lancer le rapport sur le développement humain (RNDH) ;
- 8) Elaborer le Rapport National sur le Développement Humain Durable (RNDH) au niveau national ;
- 9) Evaluer le projet d'appui au PNDES.

Les activités seront menées en collaboration avec la DPEI, la DPP, la DPPS, la DSEPES, la DGESS/MINEFID et la DGDT.

Les extraits attendus du produit sont les suivants :

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"><li>a. le guide édité d'articulation entre les pôles de croissance et de compétitivité, les politiques sectorielles et les plans locaux de développement;</li><li>b. le Plan Stratégique Institutionnel de la DGEP. ;</li><li>c. les grilles de contrôle de qualité de la formulation des politiques</li><li>d. le guide méthodologique de conduite des études prospectives ;</li><li>e. le guide de bonnes pratiques de gestion de projets et programmes;</li><li>f. le rapport d'évaluation du financement du développement au Burkina Faso ;</li><li>g. le rapport de lancement du rapport sur le développement humain ;</li><li>h. le rapport national sur le développement humain durable (RNDH) ;</li><li>i. le rapport d'évaluation du projet d'appui au PNDES.</li></ol> |
|--|

### **1.1.2. Les capacités techniques des acteurs des structures de planification sont renforcées pour améliorer la formulation des documents programmatiques**

Ce produit vise l'amélioration des capacités techniques des acteurs en charge de la planification en leur dispensant les contenus des différents outils de planification et certaines thématiques transversales ou émergentes. Les activités prévues cette année sont :

- 1) Diffuser le guide méthodologique d'articulation entre les pôles de croissance et de compétitivité, les politiques sectorielles et les plans locaux de développement .
- 2) former les acteurs sur la réglementation des projets et programmes de développement

Les structures de mise en œuvre des activités sont la DPEI et la DGD.T.

Concernant les extraits du produit, ils se déclinent comme suit :

- |   |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"><li>a) le guide méthodologique d'articulation entre les pôles de croissance et de compétitivité, les politiques sectorielles et les plans locaux de développement ;</li><li>b) 95% des cadres formés maîtrisant la réglementation des projets et programmes de développement.</li></ol> |
|---|

### **1.2. Les structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et programmes découlant du PNDES assument efficacement leurs rôles.**

La réalisation de ce résultat se fera à travers les produits suivants :

- le cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes sont renforcés ;
- Des outils, des instruments de suivi et évaluation sont développés et les structures sont équipées pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation des politiques publiques ;
- Les capacités techniques des structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques sont renforcées ;
- La redevabilité des politiques publiques, des programmes et des projets est renforcée.

#### **1.2.1. Le cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes sont renforcés**

Ce produit ambitionne d'accompagner la définition et/ou l'actualisation du cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des programmes et projets. Les deux principales activités programmées pour 2020 concernent la relecture des textes du Conseil national de population (CONAPO) et ses commissions spécialisées et la tenue des sessions du comité national de validation des projets.

Le partenaire de mise en œuvre de l'activité est la DPEI/DGEP.

Les extraits attendus de ce produit sont :

- |   |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"><li>a. Les textes du Conseil national de population (CONAPO) et ses commissions spécialisées ;</li><li>b. les rapports des sessions du comité national de validation des projets et programmes.</li></ol> |
|---|

### **1.2.2. Des outils, des instruments de suivi et évaluation sont développés et les structures sont équipées pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation des politiques publiques**

Ce produit vise à donner aux structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques, des projets et programmes de développement, des outils et des instruments nécessaires à un suivi évaluation efficace. Comme activités à réaliser en 2020, il est retenu :

- 1) construire un Système d'information géographique pour le suivi de la coopération décentralisée
- 2) Développer un modèle d'évaluation d'impact socioéconomique
- 3) conduire le processus de localisation des ODD dans 4 régions

Les principaux acteurs de mise en œuvre du produit sont la DSEPES et la DGCT/MATDC.

Les extraits attendus du produit sont :

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"><li>a) <i>un Système d'information géographique pour le suivi de la coopération décentralisée</i></li><li>b) <i>un modèle d'évaluation d'impact socioéconomique</i></li><li>c) <i>les rapports des sessions de localisation des ODD.</i></li></ol> |
|--|

### **1.2.3. Les capacités techniques des structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques sont renforcées**

Ce produit vise à former les acteurs sur les outils et instruments qui auront été développés pour faciliter et encadrer l'exercice de suivi et évaluation. La principale activité programmée pour ce produit est la formation des cadres de la DGEP au Programme international de formation en évaluation du développement (PIFED) y compris la certification.

Le principal acteur de mise en œuvre du produit est la DSEPES.

L'extrait attendu du produit est :

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"><li>a) <i>100% des cadres de la DGEP formés au Programme international de formation en évaluation du développement (PIFED)</i></li></ol> |
|--|

### **1.2.4. La redevabilité des politiques publiques, des programmes et des projets est renforcée**

Le produit vise essentiellement à rendre compte aux populations du Burkina Faso des résultats des actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES. Les activités prévues sont les suivantes :

- 1) Elaborer deux rapports semestriels de suivi des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso
- 2) Former les journalistes en langues nationales sur les réalisations du PNDES
- 3) Elaborer des fiches de communication sur les réalisations du PNDES au profit des Ministères et des régions ;
- 4) Elaborer un rapport bilan de l'exécution de la MRSIS en lien avec l'exécution du PIP

Les acteurs de mise en œuvre des activités sont la DSEPES, la DPEI et le SP-PNDES.

Quant aux extraits du produit, ils se déclinent comme suit :

- a. deux rapports semestriels de suivi des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso;
- b. les journalistes formés en langues nationales sur les réalisations du PNDES ;
- c. les fiches pour les éléments de langage sur les réalisations du PNDES au profit des Ministères
- d. un rapport bilan de l'exécution de la MRSIS en lien avec l'exécution du PIP.

**1.3. Les structures en charge de la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes assument leurs fonctions avec célérité, de façon transparente et dans le respect des règles.**

La réalisation de ce résultat passe par l'atteinte des produits suivants :

- Les délais sont réduits et la transparence renforcée dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics ;
- Les capacités des acteurs du circuit de la dépense publique sont renforcées.

**1.3.1. Les délais sont réduits et la transparence renforcée dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics**

Il vise la réduction des délais de passation des marchés publics et l'amélioration de la transparence dans la passation et l'exécution des marchés publics par l'élimination des goulots d'étranglement, des redondances et des problèmes de manque de transparence. La principale activité programmée pour ce produit est la poursuite du déploiement de la plateforme de dématérialisation des marchés publics.

- a. La plateforme de dématérialisation des marchés publics.

**1.3.2. Les capacités des acteurs du circuit de la dépense publique sont renforcées**

La réalisation de ce produit permettra de renforcer les capacités des acteurs du circuit de la dépense publique. La principale activité programmée pour ce produit concerne la formation des acteurs de la commande publique sur les Dossiers standards nationaux d'acquisition (DSNA)

La structure de mise en œuvre de l'activité est l'ARCOP.

Les extrants attendus sont :

- a. 95% des cadres des ministères formés maîtrisant la commande publique sur les dossiers standards nationaux d'acquisition (DSNA).

**1.4. L'Etat et les collectivités territoriales mobilisent les ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.**

La réalisation de ce résultat nécessite l'obtention des produits suivants :

- les capacités de mobilisation des ressources internes sont renforcées
- les capacités de mobilisation et de gestion des ressources externes sont renforcées
- les capacités d'attrait de l'investissement privé sont améliorées

#### **1.4.1. Les capacités de mobilisation des ressources internes sont renforcées**

L'obtention de ce produit permettra d'optimiser la mobilisation de toutes les ressources fiscales et non fiscales grâce à une meilleure connaissance des principaux leviers. Ce produit a pour but de mieux connaître les déterminants des ressources intérieures, d'évaluer le potentiel de financement de l'épargne interne, de moderniser les moyens de paiement des impôts, taxes et droits de douanes pour accroître le niveau de recouvrement des recettes. Cette composante n'a pas connu de programmation d'activités.

#### **1.4.2. Les capacités de mobilisation et de gestion des ressources externes sont renforcées**

La réalisation de ce produit permettra d'optimiser la mobilisation des ressources extérieures pour le financement des projets du PNDES par le biais d'une coordination et d'un suivi efficaces et d'une gestion rigoureuse des financements extérieurs. En 2020, les activités programmées sont :

- 1) Réaliser l'enquête 2020 sur les engagements du Partenariat de Busan
- 2) Organiser et tenir trois (3) ateliers régionaux d'information et de sensibilisation sur les engagements internationaux en matière de l'efficacité de la coopération au développement dans les régions du Nord, du Sud-Ouest et de la Boucle du Mouhoun
- 3) Acquérir des logiciels sur le suivi-évaluation des investissements au profit du CPI ;
- 4) Valider l'étude sur la mobilisation des ressources de la diaspora (SP/CPI).

Les acteurs de mise en œuvre des activités sont la DGCOOP et le SP/CPI,

Les extrants attendus sont :

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Le rapport d'enquête 2020 ;</li> <li>b. Les rapports des trois (3) ateliers régionaux d'information et de sensibilisation sur les engagements internationaux en matière de l'efficacité de la coopération au développement dans les régions du Nord, du Sud-Ouest et de la Boucle du Mouhoun ;</li> <li>c. Les logiciels sur le suivi-évaluation des investissements ;</li> <li>d. Le rapport d'étude sur la mobilisation des ressources de la diaspora validé.</li> </ol> |
|--|

#### **1.4.3. Les capacités d'attrait de l'investissement privé sont améliorées**

La concrétisation de ce produit contribuera à accroître le niveau des investissements. Il s'agira de procéder à l'identification et la mise en œuvre des réformes du climat des affaires, de réaliser des études destinées à l'amélioration du climat des affaires, de promouvoir les investissements directs étrangers et de la diaspora, d'accroître l'efficacité des cadres de redevabilité dans la mobilisation des ressources et de saisir des opportunités de financement à travers d'autres types de financement tels que les fonds caritatifs, le mécénat, les fonds et l'épargne de la diaspora ou liés à la responsabilité sociétale de l'entreprise. La principale activité programmée pour ce produit est relative à l'organisation d'un atelier d'élaboration de la feuille de route des actions à mener de la dynamisation du secteur de la transformation

*KA*

agro-sylvo-pastorale (Recommandation des conférences de Paris et de Ouagadougou sur le PNDES).

L'acteur de mise en œuvre de l'activité est le DGESS/MCIA.

L'extrait attendu est :

- a. La feuille de route des actions à mener de la dynamisation du secteur de la transformation agro-sylvo-pastorale.

### **1.5. Gestion**

La gestion comprend les charges liées au fonctionnement du projet notamment les charges de personnel, les charges des sessions des comités de revue, les acquisitions, etc. Le budget de la gestion englobe les ressources du PNUD et celles de la contrepartie nationale. Les ressources du PNUD dédiées à la gestion s'évaluent 48 175 000 FCFA. Quant à celles de l'Etat, elles se montent à 64 000 000 FCFA. En définitive, le plan de travail 2020 consacre des ressources d'un montant de 112 175 000 FCFA à la gestion du projet.

## II. Besoins financiers de l'année 2020

Les besoins financiers pour la mise en œuvre des activités programmées sont estimés à **six cent cinquante-six millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille deux cent (656 984 200) francs CFA soit un million cent trente-deux mille sept cent trente un (1 132 731) dollars<sup>2</sup>(\$).**

Le financement du plan de travail 2020 sera assuré par le programme des nations unies pour le développement et le budget de l'Etat.

La répartition par composante se décline comme suit :

Composantes	Montant en FCFA	Montant en Dollars (\$)
<b>Composante 1 :</b>	<b>236 419 200</b>	<b>407 619</b>
Produit 1	201 025 000	362 112
Produit 2	26 394 200	45 507
<b>Composante 2 :</b>	<b>146 440 000</b>	<b>252 483</b>
Produit 1	11 440 000	19 724
Produit 2	65 000 000	112 069
Produit 3	10 000 000	17 241
Produit 4	60 000 000	103 448
<b>Composante 3 :</b>	<b>78 525 000</b>	<b>135 388</b>
Produit 1	46 800 000	80 690
Produit 2	31 725 000	54 698
<b>Composante 4 :</b>	<b>83 425 000</b>	<b>143 836</b>
Produit 2	73 425 000	126 595
Produit 3	10 000 000	17 241
Gestion	112 175 000	193 405
<b>TOTAL</b>	<b>656 984 200</b>	<b>1 132 731</b>

<sup>2</sup> 1 \$ = 580 FCFA

KD